Crise de Mayotte : le CESE appelle à une grande mobilisation des pouvoirs publics

Catégorie
Actualité
Date de publication
Publiée le 09/01/2023
Groupe lié :
Le Bureau
Sous-titre
Un investissement de l’Etat à long terme au service d’un développement durable de l’île
Chapeau

Mayotte connait une situation de grande tension, marquée par des inégalités sociales, d’accès à l’emploi, aux droits, à la santé ou à de nombreux services publics. Par le biais d’une déclaration de son Bureau, le CESE appelle à une reprise des travaux législatifs en vue de la mise en œuvre rapide d’une loi de développement pour Mayotte.

Corps

Une crise profonde marquée par des inégalités

La **crise profonde** que connaît l'île intervient alors que les **inégalités sociales** génèrent un sentiment d'abandon qui engendre des risques de débordement et de blocage, tout en exacerbant les violences.

Pour le CESE, au-delà des évènements des dernières semaines, c'est l'**égalité républicaine entre le citoyens** et l'**état de droit sur l'ensemble du territoire** qui doivent être respectés. C'est donc l'**investissement de l'Etat à long terme**, au service d'un **développement durable de l'île**, qui doit être recherché.

Reprendre les travaux législatifs pour permettre un développement accéléré de Mayotte

Le CESE demande au Gouvernement de reprendre le **projet de loi pour un développement accéléré de Mayotte**, texte initié en mars 2021 et conçu à partir de remontées de terrain.

La reprise de ces travaux législatifs doit se faire en lien avec les élus et permettre la **mise en œuvre rapide d'une loi de développement pour Mayotte**.

Développement de Mayotte : cinq axes prioritaires identifiés par le CESE

Le CESE précise que cette loi de développement pour Mayotte doit s'appuyer sur des **moyens définis** et selon un **échéancier clair**, en prenant en compte **cinq axes prioritaires** :

1. Augmenter significativement les **moyens humains et budgétaires** consacrés à Mayotte pour répondre au **défi démographique**.
2. Faire de l'**éducation** et de la **protection de la jeunesse** une priorité absolue.
3. Porter l'**offre de soins** et les **prestations sociales** au niveau des besoins.
4. Accélérer la **construction de logements** et d'**équipements publics**.
5. Mieux assurer la **protection de l'environnement**.

Consultez la Déclaration du Bureau sur la crise de Mayotte

Tags :

- Mayotte
- politique de développement
- éducation
- Santé

© - copyright CESE - Mai 2024